

Solutions fondées sur la nature pour l'adaptation

Série de notes

Édition 9, septembre 2026

Le changement climatique et la perte de biodiversité n'agissent pas de manière isolée. Dans les contextes de fragilité et de conflit, ils interagissent avec la pénurie de ressources, la faiblesse de la gouvernance et les inégalités entre les sexes pour accroître les risques de violence locale. Cette note s'appuie sur des données issues du domaine « climat-paix-sécurité » ainsi que sur l'expérience de terrain acquise dans le cadre des projets Partenariat pour le climat (P4C) et du Fonds mondial pour l'adaptation basée sur les écosystèmes (AbE). Elle démontre comment les Solutions fondées sur la Nature (SfN) — lorsqu'elles intègrent la dimension de genre et tiennent compte des dynamiques de conflit — offrent un cadre de coopération propice à la restauration tant des écosystèmes que de la confiance sociale, socle de la paix.

Terrain d'entente :
Solutions fondées sur la Nature
sensibles au genre et aux conflits dans
les contextes de fragilité et de conflit

APERÇU DES MESSAGES CLÉS

1. Les SfN peuvent atténuer les tensions liées à la pression sur les ressources — notamment la pénurie, l'inégalité d'accès et la gouvernance défaillante — grâce à la restauration et à la gestion conjointe des ressources naturelles.
2. Une conception sensible au genre et aux conflits favorise le respect du principe « ne pas nuire » et aide à prévenir les risques de mauvaise adaptation dans les contextes touchés par des conflits.
3. Les SfN participatives peuvent servir de plateforme pour une « consolidation de la paix par l'environnement » et pour la cohésion sociale.
4. Renforcer le rôle des femmes en tant que leaders dans le domaine de l'environnement transforme la gouvernance et les résultats en matière de consolidation de la paix.



5. Garantir les droits, la gouvernance coutumière et le leadership des peuples autochtones et des communautés locales constitue un pilier de la durabilité des SfN et de la stabilité régionale.
6. Les SfN portées par les jeunes et le dialogue intergénérationnel s'imposent comme des éléments essentiels du nexus climat-paix-sécurité.

LE NEXUS CLIMAT-GENRE-PAIX

Les différends concernant les terres de pâturage, l'eau et les forêts trouvent généralement leur origine dans les systèmes de propriété et de régime foncier — ainsi que dans les bouleversements qui les affectent —, car ce sont ces systèmes qui déterminent, en premier lieu, qui dispose d'un accès sûr et équitable aux ressources. La pénurie est rarement la cause profonde d'un conflit ; elle agit plus souvent comme l'élément déclencheur qui attise des tensions déjà engendrées par des régimes fonciers inégaux ou contestés. En réduisant la base de ressources, le changement climatique et la perte de biodiversité augmentent la probabilité qu'un tel élément déclencheur survienne et que la situation s'envenime — généralement en conjonction avec des conflits fonciers préexistants et des lacunes en matière de gouvernance, plutôt qu'en tant que cause unique ([Ide, 2025](#)).

Le lien entre santé environnementale et sécurité s'observe également à l'échelle mondiale : neuf conflits armés majeurs sur dix survenus entre 1950 et 2000 ont eu lieu dans des pays abritant des points chauds de biodiversité, et 80 % d'entre eux se sont déroulés directement au sein de ces zones ([Hanson et al., 2009](#)). Ce constat reflète probablement des facteurs sous-jacents communs — une gouvernance défaillante, la pauvreté et un accès contesté aux ressources — plutôt qu'une dégradation de l'environnement provoquant elle-même un conflit. Il démontre toutefois que la protection et la restauration

des écosystèmes jouent un rôle réel dans la prévention des conflits, en complément d'autres initiatives et non en remplacement de celles-ci.

Le changement climatique agit comme un « multiplicateur de menaces » : il exacerbe diverses pressions existantes — concurrence pour l'accès aux terres et à l'eau, gouvernance défaillante, perturbation des moyens de subsistance et inégalités préexistantes — qui, conjuguées, accroissent le risque de violences locales. Les SfN sensibles au genre et aux conflits peuvent permettre de répondre à plusieurs de ces pressions. En restaurant les écosystèmes, en renforçant une gouvernance inclusive des ressources partagées et en promouvant les droits humains, elles peuvent apaiser les tensions entre groupes aux intérêts divergents (par exemple, éleveurs et agriculteurs) et aider les communautés à renforcer leur résilience face aux conflits. ([Banque Mondiale, 2024](#); [PNUD, 2024](#); [IISD, 2025](#); [PNUE, 2024](#))



Ces dynamiques apparaissent clairement dans les données mondiales. Le HCR estime que 90 millions de personnes déplacées de force vivent dans des pays fortement, voire extrêmement, exposés aux aléas climatiques, et que près de la moitié d'entre elles sont confrontées simultanément à des conflits et au changement climatique ([UNHCR, 2024](#)). Les catastrophes d'origine climatique sont également



associées à une augmentation avérée de la violence fondée sur le genre : une étude a révélé une hausse de 28 % des féminicides lors des vagues de chaleur, et les chercheurs prévoient qu'en l'absence de mesures, le changement climatique pourrait contribuer à un cas de violence conjugale sur dix d'ici la fin du siècle ([ONU Femmes, 2025b](#) ; [Spotlight Initiative, 2025](#)).

Si rien n'est fait, ces pressions s'aggravent avec le temps : les projections actuelles indiquent que le changement climatique pourrait faire basculer jusqu'à 158 millions de femmes et de filles supplémentaires dans la pauvreté d'ici 2050 — soit 16 millions de plus que le nombre d'hommes et de garçons touchés. ([ONU Femmes, 2024](#))

Les recherches démontrent systématiquement que les femmes autochtones jouent un rôle central en tant que détentrices de savoirs et décideuses dans la gestion de la biodiversité — un rôle qui est au cœur de la présente note. ([Agarwal, 2009](#); [IPBES, 2019](#))

Solutions fondées sur la Nature (SfN) : actions visant à protéger, conserver, restaurer, utiliser durablement et gérer des écosystèmes naturels ou modifiés pour relever des défis sociaux, économiques et environnementaux de manière efficace et adaptative, tout en favorisant le bien-être humain, les services écosystémiques, la résilience et la biodiversité (Résolution de l'UNEA-5, 2020).*

1. RESTAURER LES RESSOURCES, RENFORCER LA GOUVERNANCE

Les régimes fonciers et les systèmes de propriété déterminent qui bénéficie d'un accès sûr et équitable aux ressources naturelles ; or, les bouleversements de ces systèmes sont souvent à l'origine de conflits concernant les zones de pâturage, l'eau et les forêts. La restauration des écosystèmes dégradés et l'amélioration de l'accès aux ressources partagées peuvent apaiser les tensions qui en découlent, à condition que les communautés soient en mesure de gérer ces ressources conjointement et de s'attaquer à la question sous-jacente de la gouvernance, et non pas seulement au déficit de ressources.

La restauration des parcours, la recharge des aquifères et la gestion communautaire des points d'eau, par exemple, peuvent accroître la disponibilité et la fiabilité des ressources naturelles pour des groupes d'utilisateurs aux intérêts concurrents, tels que les éleveurs et les agriculteurs ([Davies et al., 2025](#)) — une condition préalable pour atténuer les frictions engendrées par les pénuries, sans toutefois en garantir la résolution.

La gestion collaborative de l'environnement peut également favoriser la paix au-delà des frontières, en atténuant les pressions liées aux ressources et en réduisant les tensions dans les régions exposées aux chocs climatiques ([MEDRC, 2023](#); [IISD, 2025](#); [PNUD, 2024a](#)).

Ce chevauchement entre la gestion des ressources et les conflits n'est pas fortuit : plus d'un tiers des projets de conservation financés par le Fonds pour l'environnement mondial sont mis en œuvre dans des zones de conflit actif, et près de 90 % dans des contextes de fragilité ; cela signifie que les programmes liés aux ressources naturelles et ceux axés sur la consolidation de la paix opèrent déjà dans les mêmes espaces, que cela ait été délibérément prévu ou non. ([PNUE, 2024](#))

Toutefois, le simple rétablissement de la quantité ou de la qualité des ressources ne suffit pas. Les projets qui renforcent également la gouvernance locale et les capacités de règlement des différends relatifs aux ressources partagées tendent à être plus durables, car l'atténuation de la pénurie ne corrige pas automatiquement les structures décisionnelles défaillantes ou inégales. ([Équipe interinstitutions des Nations Unies chargée du cadre d'action préventive, 2012](#) ; [PNUE, 2024](#))

La pression illustrée ci-dessous ne se limite pas à Binga : 2,3 milliards de personnes vivent aujourd'hui dans des pays confrontés au stress hydrique, et ce sont les femmes qui sont chargées de la corvée d'eau dans environ 80 % des ménages ne disposant pas d'un point d'eau au domicile. ([ONU Femmes, 2026](#))

Mettre en lumière le Fonds mondial pour l'AbE : Restaurer la nature et la paix menacées par le changement climatique — Collines de Chyulu, Kenya
 Depuis 2021, Conservation International, en partenariat avec Apple, a restauré environ 11 000 hectares de prairies dans les collines de Chyulu, au Kenya. Une autre étude, soutenue par le Fonds mondial pour l'AbE et portant sur plus de 1 500 foyers, a révélé qu'à mesure que la restauration progressait, les conflits entre l'homme et la faune sauvage ainsi que les tensions sociales entre communautés voisines diminuaient, tout comme le sentiment général d'insécurité des habitants ([Donatti et al., 2025](#)) — il s'agit là de l'un des exemples les plus rigoureusement documentés à ce jour de ce que les partenaires qualifient de « dividende de la paix » découlant de la restauration.

2. CONCEVOIR DANS UNE OPTIQUE DE « NE PAS NUIRE »

Dans les contextes de fragilité, les conflits ou la violence peuvent restreindre l'accès aux ressources nécessaires pour faire face aux stress

Étude de cas 1 : Gouvernance de l'eau dirigée au niveau local — District de Binga, Zimbabwe (LINCZ)

Dans le district de Binga, une zone touchée par la sécheresse et où la nappe phréatique reste désespérément basse, les femmes de la circonscription de Saba/Lubanda peuvent passer une grande partie de la journée à faire la queue devant l'unique forage communautaire. Certains foyers arrivent avec jusqu'à 15 seaux à la fois, épuisant parfois la réserve d'un forage à renouvellement lent au détriment du reste de la communauté, ce qui contraint d'autres personnes à attendre le lendemain ; cette situation est source de tensions et de disputes récurrentes entre les femmes qui font la queue.

Pour gérer cette pénurie, la communauté s'est mobilisée, avec l'appui des responsables locaux, et a convenu d'une règle de répartition commune : chaque foyer est autorisé à puiser un nombre fixe de seaux par jour. Face à la baisse continue du niveau de la nappe phréatique, cette limite a été revue à la baisse, passant de quatre à trois seaux. Les membres de la communauté indiquent que ce système, adopté localement, a permis d'apaiser les tensions autour du forage tout en garantissant un accès plus équitable pour tous les foyers.

Cet exemple illustre l'importance des mécanismes de résolution des conflits pilotés par la communauté, ainsi que le potentiel des SfN pour accroître l'accès aux ressources essentielles tout en renforçant les capacités communautaires existantes en matière de résolution de conflits. Ce cas met également en lumière la dimension sécuritaire liée à la pénurie de ressources : les femmes qui vont chercher de l'eau à la tombée de la nuit — moment où les files d'attente sont les plus courtes — s'exposent à des risques accrus de violence fondée sur le genre et d'autres formes de violence, ainsi qu'à des rencontres dangereuses avec des animaux sauvages sur le chemin du retour. Cela souligne la nécessité de concevoir les interventions fondées sur la nature et celles visant l'accès à l'eau dans des contextes fragiles et sujets à la sécheresse en tenant explicitement compte de la sécurité, des besoins, des préoccupations et de la charge de travail des femmes.

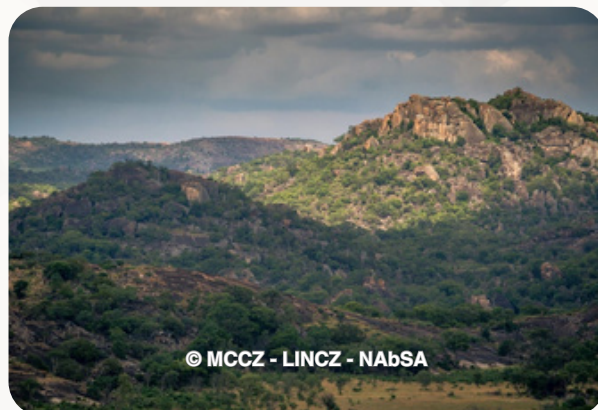
Source: Wendy Kroecker et Hannah Janzen, [LINCZ Learning & Research Hub](#), 2026.

environnementaux, entravant ainsi la capacité des femmes et des hommes à s'adapter aux risques climatiques, à s'y préparer ou à s'en relever.

Les projets climatiques qui ne tiennent pas compte des dynamiques de pouvoir existantes risquent d'exacerber les inégalités, d'accroître la violence fondée sur le genre ou de favoriser un groupe au détriment d'un autre, ce qui peut raviver des tensions sous-jacentes. Ces projets doivent être adaptés aux dynamiques de conflit, aux acteurs et aux griefs spécifiques du lieu où ils sont mis en œuvre.

Le risque est réciproque. Une étude portant sur 40 projets de solutions fondées sur la nature (SfN) menés dans des zones de conflit a révélé que ces derniers compromettent souvent la réussite des projets en raison de l'insécurité physique, de la méfiance sociale, des perturbations économiques, de la fragilité politique et de la faiblesse de la gouvernance ; c'est pourquoi la sensibilité aux conflits doit être intégrée dès la phase de conception, et non ajoutée a posteriori ([PNUE, 2024](#)).

Les SfN inclusives garantissent que les femmes et les groupes marginalisés jouent un rôle de premier plan et participent activement à la prise de décision concernant l'allocation des ressources. Cela permet de prévenir la « maladaptation », situation où la résilience d'un groupe se construit au détriment d'un autre ([Castañeda et al., 2020](#); [PNUE, ONU Femmes, PNUD et DPPA, 2020](#); [ONU Femmes, 2025](#)).



3. UNE PLATEFORME POUR L'INSTAURATION DE LA PAIX PAR L'ENVIRONNEMENT

La gouvernance collaborative d'un écosystème partagé — tel qu'un bassin versant transfrontalier ou une forêt communautaire — peut offrir un espace de dialogue moins conflictuel aux parties opposées. La gestion conjointe d'un écosystème permet aux communautés de prendre conscience de leur interdépendance pour leur survie, transformant ainsi la gestion des ressources en un levier de réconciliation ([PNUE, 2024](#); [PAX, 2024](#)).

Ce potentiel reste toutefois souvent inexploité. Dans plusieurs cas examinés par l'ONU, des programmes fondés sur des SfN ont été menés parallèlement à des efforts formels de médiation et de négociation, sans véritable lien entre eux ; ils ont pourtant permis de réaliser des cartographies communautaires, de renforcer la confiance et d'effectuer des analyses précieuses qui n'ont jamais été intégrées au processus de paix lui-même. C'est dans la conception conjointe, dès le départ, des SfN et des initiatives de paix — plutôt que dans leur mise en œuvre parallèle — que réside une grande partie de ce potentiel inexploité ([PNUE, 2024](#)).

Étude de cas 2 : Dialogue communautaire pour la restauration — Régions de Lôh-Djiboua et Nawa, Côte d'Ivoire

Pendant longtemps, la restauration écologique dans les régions de Lôh-Djiboua et de Nawa, en Côte d'Ivoire, a été menée sans une véritable implication des populations locales, ce qui a limité la pérennité des interventions. Le projet d'adaptation au changement climatique fondée sur la nature dans les forêts guinéennes d'Afrique de l'Ouest a changé la donne en plaçant les communautés rurales — femmes, hommes, jeunes et chefs traditionnels — au cœur du processus de décision.

Grâce à 84 dialogues communautaires participatifs (quatre sessions par localité), les habitants ont identifié les causes de la dégradation des forêts et ont défini, de manière concertée, les sites prioritaires de restauration, sélectionné les essences d'arbres adaptées et adopté des règles locales de gestion durable. Ce processus a abouti à la création de comités communautaires de restauration dans chaque localité — composés à 60 % de femmes. Ces comités supervisent désormais le suivi des activités, notamment via une application numérique, et constituent des piliers de la gouvernance participative, du suivi écologique et de la coordination avec les autorités locales et les partenaires techniques.

Les communautés ont identifié et validé plus de 1 500 hectares à restaurer ; les partenaires du projet soulignent par ailleurs un renforcement de la confiance entre les communautés, les autorités locales et les acteurs techniques, résultat direct de ce processus de dialogue.

« Auparavant, les projets arrivaient, puis disparaissaient. Cela ne fonctionnait pas car nous n'étions pas impliqués. Cette fois, c'est notre affaire, car nous sommes placés au cœur des discussions et des décisions. »

— Comité de restauration de Bafao



© WUSC/CECI - forêts guinéennes - NABSA

Étude de cas 3 : Guérir les terres et autonomiser les communautés grâce à la restauration des ravins — District de Mwenezi, Zimbabwe (LINCZ)

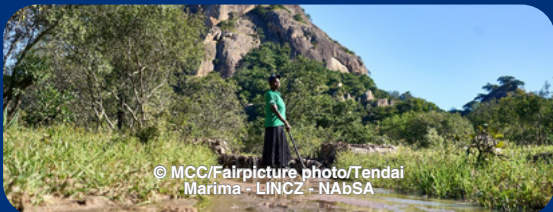
Dans le district de Mwenezi, au Zimbabwe, la vulnérabilité des sols à l'érosion et la dégradation des terres ont entraîné la formation de profonds ravins qui balaient le paysage, traversant pâturages et terres cultivées, réduisant les surfaces de pâturage pour l'élevage, emportant les terres fertiles et menaçant les habitations. Le projet LINCZ a apporté une réponse sous la forme d'une initiative communautaire de remise en état des ravins déployée dans six circonscriptions locales (« wards »), associant restauration écologique et inclusion sociale délibérée.

Selon un modèle de rémunération contre travail, 600 membres de la communauté ont construit des ouvrages en gabions, des diguettes de niveau et des canaux d'évacuation des eaux de ruissellement afin de gérer l'eau, prévenir l'érosion et stabiliser les ravins. L'initiative a adopté une politique de non-discrimination garantissant l'égalité des chances de participation, quels que soient le statut, les antécédents ou la position sociale des individus ; une approche à laquelle les communautés attribuent le renforcement de l'unité entre les six circonscriptions. Chaque circonscription a mis en place un comité de remise en état des ravins — soit dix comités et 78 membres au total, issus des deux sexes — pour coordonner les travaux, gérer les ressources et favoriser le dialogue communautaire ainsi que la prise de décision locale. Une place particulière a été accordée aux femmes pour qu'elles jouent un rôle moteur dans la planification et l'évaluation des interventions sur les ravins. Conscient que les mères allaitantes étaient souvent exclues des activités communautaires, le projet a mis en place des services de garde d'enfants sur les sites de travaux, permettant ainsi aux femmes de participer pleinement. *« Avant le projet LINCZ, les femmes — en particulier celles ayant de jeunes enfants — avaient souvent du mal à participer aux activités communautaires et aux processus de prise de décision. Les solutions de garde d'enfants mises en place nous ont permis d'apporter nos idées et de participer aux travaux de restauration des ravines. Grâce au comité de gestion des ravines, nos voix sont désormais entendues. »*

— Mai Mbaimbai, agente de santé communautaire et membre du comité de gestion des ravines, Mavambo (circonscription n° 6)

À ce jour, neuf hectares de terres dégradées ont été restaurés sur dix ravines — soit une superficie équivalant à environ 17 terrains de football — et les membres de la communauté rapportent que cet effort collectif a permis de rétablir la confiance et la coopération entre les genres et les générations, au-delà des revenus à court terme générés par le modèle « argent contre travail ».

Source: Score Against Poverty, LINCZ Learning & Research Hub.



4. LES FEMMES EN TANT QUE LEADERS ENVIRONNEMENTALES

Les femmes gèrent souvent les ressources naturelles du foyer et possèdent des savoirs locaux uniques en matière de sécurité hydrique et de conservation des semences. Les femmes autochtones, en particulier, jouent un rôle central dans le maintien de la sécurité alimentaire en tant que détentrices de connaissances sur les plantes médicinales et les pratiques écologiques — des savoirs traditionnels essentiels aux SfN pour lutter contre le changement climatique et favoriser le développement durable ([FAO, 2020](#)).

Renforcer le pouvoir d'agir, le leadership et la participation des femmes aux SfN modifie les rapports de force et favorise des modes de médiation privilégiant la résilience communautaire à long terme plutôt que l'exploitation des ressources à court terme ([PNUE](#), [ONU Femmes](#), [PNUD](#) et [DPPA, 2020](#) ; [OCDE, 2021](#)).

Les crises et les déplacements de populations peuvent également faire évoluer les normes de genre, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour le leadership féminin dans la gouvernance des ressources naturelles et la résolution des conflits —

l'une des voies les plus prometteuses, bien que encore sous-exploitées, pour accroître le rôle des femmes dans la consolidation de la paix ([PNUE, 2024](#)).

Au Zimbabwe, le leadership des femmes au sein des comités de gestion des zones humides en est une illustration concrète : siéger à ces comités leur offre un canal direct pour faire valoir leurs besoins et leurs priorités lors de l'élaboration des réglementations locales de protection et de gestion de ces zones, permettant ainsi d'aligner les règles de conservation sur la réalité de leurs interactions quotidiennes avec ces ressources. Par ailleurs, la participation pleine et significative des femmes favorise l'intégration des savoirs autochtones dans la conception de SfN, tandis que les femmes leaders soulignent que leur visibilité encourage une participation plus large d'autres femmes et filles (enseignements du projet LINCZ, 2026).

Mettre en lumière sur le Fonds mondial pour l'AbE : Renforcer l'adaptation basée sur les écosystèmes (AbE) communautaire dans les zones humides de Madagascar — Région de Sofia, Madagascar

Le Wildfowl & Wetlands Trust (WWT) **renforce** les réglementations locales d'initiative communautaire (les « Dina », appliquées par des associations locales de gestion des ressources appelées VOI) afin de résoudre les conflits entre pêcheurs, agriculteurs et producteurs de charbon de bois qui se disputent les mêmes ressources des zones humides. Les femmes sont délibérément intégrées à ces structures de gouvernance, contribuant ainsi à garantir une répartition équitable des bénéfices découlant de la restauration de ces zones humides.



Étude de cas 4 : Approche du modèle familial sensible au genre — Bassin du lac Tchad (Tchad, Cameroun et Niger)

L'approche « Familles modèles pour l'égalité des sexes » (GMF) du Projet de conservation du bassin du lac Tchad — par laquelle les ménages adoptent des pratiques plus équitables en matière de prise de décision, de partage des responsabilités, d'autonomisation économique des femmes et de gestion durable des ressources naturelles — démontre comment l'intégration de l'égalité des sexes aux SfN peut renforcer la résilience des communautés et consolider la paix environnementale. En mobilisant des hommes influents, des chefs de communauté et des ménages mentors, cette approche a instauré un dialogue entre agriculteurs, éleveurs et communautés locales au sujet des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, contribuant ainsi à apaiser les tensions, à promouvoir une gestion concertée des ressources et à élargir progressivement la place des femmes dans la prise de décision.

Dans les communautés de Guidimouni et de Lassouri, au Niger, des couples mentors pilotent des activités de régénération naturelle assistée et de plantation d'arbres tout en participant à l'entretien des points d'eau communautaires ; parallèlement, des ménages ont mis en place des enclos pour limiter le pâturage libre et prévenir les conflits entre éleveurs et agriculteurs voisins. À Maga et Pette, au Cameroun, des acteurs clés de l'approche GMF mènent de front la sensibilisation des communautés aux pratiques de pêche durable, la coordination de pépinières et la résolution de conflits liés aux ressources naturelles. À Mailao et Mandelia, au Tchad, des activités génératrices de revenus — telles que la fabrication de savon au moringa et la production de charbon écologique — ont permis de diversifier les revenus des femmes tout en soutenant les efforts de restauration des terres. Cette approche transforme également la dynamique au sein des foyers. À Mailao, Georges Danga et son épouse Joséphine Alingue racontent comment le dialogue instauré par le projet sur l'égalité des sexes et l'accès des femmes à la terre a conduit Georges à confier à Joséphine une rizière qu'elle exploite en toute autonomie, renforçant ainsi son indépendance économique ainsi que le partage des décisions au sein du couple.

Source: [Projet de conservation du bassin du lac Tchad par Alinea](#).

« J'ai compris que Dieu a créé les hommes et les femmes pour se compléter. Céder un champ à ma femme n'a pas diminué ma valeur en tant qu'homme ; cela a renforcé la paix et la joie au sein de notre foyer. »

— Georges and Joséphine, modèle pour l'égalité des genres, Mailao, Tchad



© Alinea International -
Conservation du bassin du lac
Tchad - Cameroun - NABSA

5. PEUPLES AUTOCHTONES, GOUVERNANCE COUTUMIÈRE ET STABILITÉ

Les peuples autochtones et les communautés locales sont des gardiens essentiels du patrimoine naturel de la Terre ; ils gèrent de manière durable environ 80 % de la biodiversité mondiale restante ([Redvers et al., 2023](#)).

Les projets SfN qui ignorent les droits fonciers coutumiers peuvent entraîner le déplacement de populations autochtones et locales, alimentant ainsi les troubles sociaux et suscitant de nouveaux griefs. Placer les systèmes de savoirs autochtones au cœur de la démarche garantit que les efforts de restauration sont culturellement adaptés et s'appuient sur des siècles d'expertise écologique traditionnelle.

Le renforcement des droits fonciers des populations autochtones et locales, ainsi que le respect de leurs systèmes de gouvernance et de leur leadership, sont fondamentaux pour la réussite des stratégies de résilience fondées sur la nature et pour prévenir les

troubles sociaux liés aux ressources ([PNUD, 2024](#) ; [ReliefWeb, 2025](#)).

Le projet LINCZ au Zimbabwe offre une illustration concrète de ce à quoi cela ressemble sur le terrain. L'intégration des systèmes de savoirs autochtones (SSA) dans la conception de SfN a rendu les interventions plus pertinentes à l'échelle locale, plus rentables et mieux acceptées culturellement : des tabous traditionnels restreignant certaines activités — telles que la toilette, la baignade ou le brûlage d'herbes dans les zones humides — ainsi que des interdictions d'abattre des arbres dans les forêts et sur les collines sacrées sont directement mis à profit pour protéger les zones humides et préserver la biodiversité.

Parallèlement, l'utilisation d'indicateurs biologiques locaux contribue à renforcer la confiance des communautés envers les systèmes scientifiques d'alerte précoce et de prévision météorologique. (Enseignements du projet LINCZ, 2026)

Les activités de sensibilisation et les dialogues communautaires menés dans le cadre des formations du projet sur la gestion des conflits ont également révélé que les ressources naturelles constituent une source récurrente de tensions locales. La récolte non durable de chenilles mopane, aggravée par le recul des forêts de mopanes dû au changement climatique, a exacerbé les différends lorsque des récolteurs extérieurs à la communauté entrent en concurrence avec les résidents pour une ressource qui se raréfie ; cela souligne que la gestion durable des ressources naturelles est, en soi, une stratégie de prévention des conflits, et pas seulement une démarche environnementale. ([Ngwenya, LINCZ, 2026](#) ; Enseignements du projet LINCZ, 2026)

6. SFN PORTÉES PAR LES JEUNES ET DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL

Les recherches soulignent que les jeunes vivant dans des contextes marqués par des conflits sont particulièrement bien placés pour piloter des SfN, en associant souvent savoirs traditionnels et technologies modernes, comme la cartographie numérique au service de la restauration. L'action intergénérationnelle contribue à garantir la durabilité à long terme de ces solutions, évitant ainsi que les accords de paix ne se vident de leur substance alors que les jeunes générations sont les premières à subir de plein fouet les chocs climatiques.

Les parties prenantes multiplient les initiatives menées par des jeunes pour favoriser une action intergénérationnelle en faveur du climat et de la paix, passant d'une vision des jeunes comme un groupe uniquement « vulnérable » à celle d'acteurs actifs de la consolidation de la paix. ([FBA, PNUD et SIPRI, 2024](#))

Mettre en lumière le Fonds mondial pour l'AbE :

Soutenir les initiatives d'AbE portées par les jeunes pour la résilience côtière — Île de Lembata, Indonésie

Yayasan Plan International Indonesia aide les jeunes à relancer le « Muro », un contrat social coutumier qui régissait traditionnellement l'usage partagé des ressources côtières et marines. En plaçant les jeunes au cœur de la revitalisation de ce mécanisme de gouvernance autochtone, le projet favorise une gestion intergénérationnelle des ressources côtières tout en leur conférant un rôle constructif et reconnu dans la prise de décision au sein de la communauté. Source: [Yayasan Plan International Indonesia, Projet du Fonds mondial AbE](#).



© Yayasan Plan International
Indonésie - Fonds mondial AbE

CONCLUSION : UN TERRAIN D'ENTENTE

L'ensemble des éléments probants met en évidence un changement décisif : les SfN ne sont pas de simples projets environnementaux ; elles peuvent transformer des terrains de discorde en espaces de convergence. Dans les régions fragiles ou touchées par des conflits, la restauration des terres, des eaux et des forêts — ressources qui divisaient autrefois les communautés — peut servir de fondement au rétablissement de la confiance, offrant ainsi un rare « dividende de la paix » parallèlement à la restauration écologique.

Ce potentiel reste inexploité en l'absence de deux piliers incontournables : la sensibilité aux conflits et un leadership transformateur en matière de genre. Pour être efficaces, ces solutions doivent aller au-delà du principe de « ne pas nuire » et s'attaquer activement aux déséquilibres de pouvoir qui alimentent l'instabilité et les inégalités. Un terrain d'entente émerge lorsque les communautés — guidées par le leadership, les savoirs et la gouvernance autonome des femmes, des jeunes et des peuples autochtones — gèrent ensemble leur

capital naturel, selon des modalités qu'elles définissent elles-mêmes.

REMERCIEMENTS

Grâce au généreux soutien d'Affaires mondiales Canada, cette note a été élaborée par l'équipe de NAbSA, en s'appuyant sur des études de cas et l'expertise partagées par les projets suivants : le Projet d'adaptation climatique fondée sur la nature dans les forêts guinéennes d'Afrique de l'Ouest (WUSC et CECI), le Projet de conservation du bassin du lac Tchad (Alinea International) et le projet LINCZ — SfN dirigées par des populations autochtones pour l'adaptation aux changements climatiques au Zimbabwe (Mennonite Central Committee et Canadian Mennonite University). L'équipe remercie ces projets ainsi que le Fonds mondial pour l'adaptation basée sur les écosystèmes (AbE) pour leurs contributions. Elle tient également à remercier les personnes suivantes pour leur contribution : Amy Martens, Dr Anita Tzec, Elisabeth Cook, Jackie Siles, Nancy DeGraff, Olivia Nasewicz et Rose Washington.

OUTILS ET RESSOURCES POUR LES PRATICIENS

Pour les équipes qui conçoivent ou examinent des programmes de SfN sensibles au genre et aux conflits, les outils suivants constituent des points de départ pratiques.

- **Cadre « Ne pas nuire » (CDA Collaborative Learning)** : l'outil fondamental d'analyse de la sensibilité aux conflits permettant d'évaluer la manière dont une intervention interagit avec les facteurs de division et les facteurs de rapprochement locaux. <https://www.cdacollaborative.org/cdaproject/the-do-no-harm-project/>
- **« Ne pas nuire » en matière de régimes fonciers et de droits de propriété (CDA Collaborative Learning)** : un guide sectoriel pour la conception de programmes relatifs aux terres et aux ressources naturelles qui tiennent compte des conflits ; il est directement pertinent pour les SfN impliquant le pâturage, l'eau ou l'accès aux forêts. <https://www.cdacollaborative.org/publication/do-no-harm-in-land-tenure-and-property-rights-designing-and-implementing-conflict-sensitive-land-programs/>
- **Boîte à outils sur le foncier et les conflits (Équipe interinstitutions des Nations Unies chargée du cadre d'action préventive)** : orientations et outils des Nations Unies pour la prévention et la gestion des conflits liés aux ressources naturelles et au foncier. <https://static.un.org/en/land-natural-resources-conflict/land-conflict.shtml>

- **Guide sur les SfN sensibles aux conflits (IISD)** : un guide pratique pour intégrer la sensibilité aux conflits et la consolidation de la paix dans la conception de SfN pour l'adaptation au changement climatique.
<https://www.iisd.org/system/files/2025-10/conflict-sensitive-nature-based-solutions.pdf>
- **Catalogue de solutions fondées sur la nature pour la paix et la sécurité (PAX/PNUE)** : un recueil consultable d'études de cas validées sur les solutions fondées sur la nature, assorties d'analyses sous l'angle de la paix et de la sécurité, utile pour identifier des projets comparables et en tirer des enseignements. <https://www.environmentalpeacebuilding.org/library/toolkits-and-guidance/show/d3f8134afc86>
- **Bibliothèque de boîtes à outils et de guides sur la consolidation de la paix par l'environnement (Environmental Peacebuilding Association)** : un centre de ressources plus vaste regroupant des boîtes à outils, des études de cas et des guides relatifs aux pratiques de consolidation de la paix par l'environnement. <https://www.environmentalpeacebuilding.org/library/toolkits-and-guidance>
- **Plateforme d'information sur l'environnement et le genre / EGI (UICN)** : Données et indicateurs sur les liens entre genre et environnement pour orienter la conception et le suivi de programmes tenant compte de la dimension de genre. <https://genderandenvironment.org/egi/>
- **Tableau de bord sur l'égalité des sexes et les politiques climatiques (ONU Femmes)** : un outil permettant d'évaluer comment les politiques climatiques nationales abordent les dimensions de genre, utile pour aligner la conception des solutions fondées sur la nature avec les engagements nationaux. <https://www.unwomen.org/en/climate-scorecard>
- **Boîte à outils sur l'analyse du genre et des conflits à l'intention des acteurs de la paix (Conciliation Resources)** : une boîte à outils conceptuelle proposant un cadre pratique et des exercices pour analyser les interactions entre le genre et les conflits. <https://www.c-r.org/resource/gender-and-conflict-analysis-toolkit-peacebuilders>
- **Guide de l'animateur pour l'analyse des conflits sensibles au genre (Conciliation Resources)** : un guide plus approfondi, fondé sur une analyse systémique des conflits, destiné aux animateurs qui conduisent des processus d'analyse des conflits sensibles au genre. <https://www.c-r.org/learning-hub/gender-sensitive-conflict-analysis-facilitators-guide>
- **Conservation sensible aux conflits : principes et pratiques (Académie de l'UICN)** : un cours en ligne gratuit, disponible en anglais, en français et en espagnol, qui aborde les mêmes principes de sensibilité aux conflits que ceux sur lesquels s'appuie la présente note. <https://iucnacademy.org/courses/conflict-sensitivity-conservation-principles-practice/>



NAbSA



<https://nabsaclimate.org/fr/>



nabsa@iucn.org